

LE SERVICE PUBLIC TERRITORIAL ET SES AGENT.E.S, EN PREMIERE LIGNE FACE A L'URGENCE SANITAIRE



En l'absence de liste claire et arrêtée précisant quelles sont les activités indispensables à la vie de la collectivité, de nombreux services publics continuent d'être ouverts à la population, ceci variant sensiblement d'ailleurs d'une collectivité à une autre. Globalement, on retrouve cependant les mêmes services et les mêmes agent.es.

La plupart des agent.es sont des fonctionnaires de catégorie C, des ouvrier.e.s et des employé.e.s, qui touchent aux alentours du SMIC : agent.es sociaux répondant aux urgences quotidiennes et dans de nombreux endroits, assurant le lien avec nos ainé.es notamment dans les EHPAD; agent.es techniques assurant l'hygiène des services encore ouverts et la propreté minimale des rues; ATSEM et animateurs-trices des écoles et centres aérés chargé.e.s de l'accueil des enfants de parents réquisitionné.e.s, adjoints techniques chargés du ramassage des ordures, adjointes et adjoints administratifs assurant l'état-civil pour les naissances et les décès, les pompiers, les policiers municipaux... Une autre catégorie de personnels est également sollicitée : les travailleuses et travailleurs sociaux et médico-sociaux, assistant.es sociales, éducateur-trices, qui interviennent auprès des populations les plus précaires et dans le cadre de la Protection de l'Enfance.

Majoritairement des femmes, les agent.es sont encore sur le terrain et maintiennent les services nécessaires à la population, souvent sans protection, faute notamment de masques.

Ces masques dont les stocks n'ont pas été renouvelés après la crise du SRAS, en 2003, parce que jugés trop chers par la Cour des Comptes et les derniers ministres de la santé, au nom des sacro-saintes économies.

Ces masques que nous ne produisons presque plus parce que la mondialisation de l'économie spécialise certaines productions dans certains territoires et délocalise les autres au nom de la rationalisation capitaliste, de la baisse des coûts de production et pour l'accroissement des bénéfices.

Ces masques que nous n'avons pas entreposé parce que l'économie de marché nous impose de produire à flux tendu. Des stocks qui "immobiliseraient" de l'argent qui ne "travaillerait" pas.

Ces masques que nous ne pouvons pas obtenir rapidement parce que dans le cadre de cette gestion à flux tendu, le moindre petit grain de sable ou de virus dans la chaîne de production fait dérailler cette "belle mécanique" qui ne peut plus produire faute de matière première, faute de salarié.e.s ...

**NOS VIES VALENT PLUS
QUE LEURS PROFITS !**



**ETAT D'URGENCE
SANITAIRE ?**

**Des masques
Des gants
Du gel**

**TOUT
DE SUITE !**



La pénurie de masques matérialise à souhait ce terrible monde, dysfonctionnant aujourd'hui et dont nous ne voulons plus demain :

- l'absence de respect des agent.e.s, des salarié.e.s, et de leurs conditions de travail, au risque de leurs vies,
- la remise en cause du temps de travail, du temps de repos, des congés, et parfois des salaires (contractuel.le.s, vacataires...),
- la privatisation de nos besoins sociaux essentiels, notamment notre santé, au détriment d'un service public agonisant,
- la délocalisation de la production qui génère la surexploitation des travailleurs-euses étranger.e.s, transports intercontinentaux et pollution, pénurie et chômage ici,
- une économie financiarisée, boursicotante, qui espère probablement son salut des 350 milliards de financement publics annoncés, mais que nous paierons demain,
- la charité du 1er milliardaire français, adepte de l'évasion fiscale massive, se faisant passer pour un humaniste en offrant quelques millions de masques,
- des gouvernant.e.s menteurs et incapables, ne représentant que les intérêts des patrons et des actionnaires, au détriment des besoins de l'ensemble de la population.

Simple agent.e.s que nous sommes, **nous avons de simples exigences :**

- fermeture de tous les services non essentiels à la résolution de la crise sanitaire en cours,
- protection optimale pour tou.te.s les agent.e.s qui doivent travailler : masques, gants, lunettes, blouses... sinon droit de retrait,
- maintien de l'ensemble des droits des agent.e.s sans travail et notamment du salaire et des contrats, pour les fonctionnaires, comme pour les contractuel.le.s, les vacataires, les prestataires de service,
- refus de toute remise en cause du temps de travail, du temps de repos, des congés annuels, et embauches correspondantes, grâce à des financements publics dédiés.

Alors oui, si l'Etat ne dit pas ce qui est indispensable à la vie de la collectivité , nous pensons pour notre part, et avec elle, pouvoir définir ensemble ce que sont les besoins essentiels à la Population. Dans ce cadre, améliorer les conditions de production, de travail et de rémunération des agent.es qui pourvoient à ces services est indispensable, tout comme dans les situations de crise sanitaire, la protection de leur santé, leur équipement et leur surveillance médicale doit être une priorité absolue.

Nos services publics, nos vies, valent plus que leurs profits.

Le 24 mars 2020.